

## La réforme des programmes dans l'enseignement secondaire de transition Qu'en pensent les enseignants ?

Projet de recherche « Trajectoires » Fesec-UCL sur les transformations de l'école secondaire dans le contexte de l'implantation des nouveaux programmes (2001-2007)

J. L. Jadoulle, C. Letor, J.-M. De Ketele, V. Vandenberghe et F. Estevan

**Depuis septembre dernier, la réforme des programmes de l'enseignement secondaire de transition est en route. Impulsée par le *Décret Missions* de juillet 1997, elle a été préparée au sein des commissions inter-réseaux chargées de l'énoncé des socles de compétences et des compétences terminales puis au sein des groupes à tâches chargés, par la Fédération de l'enseignement secondaire catholique (FESeC), de rédiger les nouveaux *curricula* de formation. Cette réforme ouvre un vaste chantier de rénovation des pratiques enseignantes. Mais qu'en pensent les professeurs ? Comment apprécient-ils les nouvelles orientations que tente de promouvoir cette génération de programmes ? Quels bénéfices en escomptent-ils ? Quelles sont leurs interrogations, leurs inquiétudes... ?**

Ces questions étaient au cœur d'un sondage qui a eu lieu, en avril 2001, auprès de l'ensemble des enseignants (de mathématiques, français, sciences, histoire et étude du milieu) des écoles secondaires libres. Cette enquête s'inscrit dans le cadre d'un projet de recherche plus ample, projet que la FESeC a commandité à une équipe interdisciplinaire de l'Université catholique de Louvain. La FESeC a ainsi mis sur pied un "observatoire" chargé de mesurer, à intervalles réguliers, l'évolution des compétences des élèves en mathématiques, en français, en sciences, en étude du milieu et en histoire ainsi que l'évolution de l'autonomie des élèves et du sens qu'ils accordent à ces matières. En parallèle, l'évolution des pratiques pédagogiques et des conceptions des enseignants sont observées dans les mêmes disciplines.

Le sondage d'avril 2001 constituait l'"Acte I" de cette recherche. Sa fonction était double. Il s'agissait d'abord de rassembler des informations fiables permettant de constituer un échantillon d'enseignants représentatif et suffisamment diversifié, compte tenu notamment de leur appréciation des nouveaux programmes. Mais ce sondage constituait également une occasion privilégiée de "prendre le pouls" des enseignants et de cerner leurs positions par rapport aux nouveaux programmes écrits "en termes de compétences". A la veille de cette nouvelle réforme, il a en effet paru important de donner la parole aux professeurs.

### *Une enquête bien accueillie ?*

Sur l'ensemble des professeurs de mathématiques, français, sciences, étude du milieu et histoire (soit 12.697 personnes sondées), 2.040 ont répondu à cette enquête, soit un taux de participation de 16,07 %<sup>1</sup>. Ce taux est sensiblement supérieur parmi les enseignants du troisième degré (21,72 %). Les professeurs d'histoire sont aussi proportionnellement plus nombreux (19,01%, tous degrés confondus). A l'inverse, le taux de participation le plus faible est enregistré parmi les enseignants de sciences (13,12 % de réponses). Les professeurs de sciences des deuxième et troisième degrés, ne disposaient pas, au moment du sondage, du texte des nouveaux programmes. C'est sans doute la raison principale qui explique ce taux de réponses. La non disposition des programmes et cette faible participation des enseignants de sciences ne nous permettent pas de tirer de conclusions valides sur leur appréciation des nouvelles orientations pédagogiques aux deuxième et troisième degrés. Par contre, le taux de participation pour les autres catégories de professeurs peut être considéré comme satisfaisant sur le plan statistique. Il importe de rappeler que la participation à cette enquête était entièrement libre. De plus, le fait que 94,73 % des professeurs<sup>2</sup> qui ont répondu, disent avoir lu le programme, donne aux résultats de cette enquête, **une validité certaine.**

<sup>1</sup> Le taux de participation grimpe à 19,01 % si l'on comptabilise les questionnaires renvoyés hors délais.

<sup>2</sup> Les enseignants de sciences aux deuxième et troisième degrés exceptés.

L'absence d'informations quant aux motifs des non-réponses ne nous permet pas de nous prononcer sur leur signification ni d'en tirer une tendance, quelle qu'elle soit. Les pourcentages présentés ci-dessous et les conclusions tirées de ce sondage sont basés sur les réponses reçues.

Le questionnaire présentait une série de propositions affirmatives concernant les nouveaux programmes. Les enseignants étaient invités à donner leur avis à l'aide d'une échelle à quatre positions : *tout à fait d'accord, plutôt d'accord, quelques réserves, pas du tout d'accord*. Pour une meilleure lisibilité, les résultats présentés ci-dessous ont été agrégés en deux catégories, l'une positive (*tout à fait d'accord, plutôt d'accord*) et l'autre négative (*quelques réserves, pas du tout d'accord*). Quand nécessaire, nous précisons les résultats obtenus pour chacune des quatre options offertes

### **Plutôt satisfaits ?**

D'une manière globale, 56,9 % des professeurs qui ont répondu au sondage sont **satisfaits** des nouveaux programmes; 43,10% ne le sont pas. Ce qui correspond à une majorité de professeurs plutôt satisfaits sur l'ensemble de ceux qui ont répondu à la question.

Ces taux globaux se ventilent différemment selon les disciplines. Si les professeurs de français, de sciences et de mathématiques semblent les plus satisfaits, la tendance s'inverse en histoire et en étude du milieu.

	Satisfait <sup>3</sup>	Non satisfait <sup>3</sup>
Français	65,22%	34,78%
Mathématique	58,44%	41,56%
Sciences D1 <sup>4</sup>	63,67%	36,33%
Histoire	48,75%	51,25%
Etude du milieu	48,65%	51,35%

Une majorité d'enseignants (62,64%, toutes disciplines confondues) disent **ne pas être « inquiets »** par les nouveaux programmes ; la proportion d'inquiets est tout de même de 37,36 %. Dans le même sens, 90,67 % se disent « **non heurtés profondément** ». Ils ne sont donc que 9,33% à se dire « heurtés profondément ». La ventilation par discipline montre de nouveau un rapport différent pour les enseignants d'histoire et d'étude du milieu. On relève 44,81% d'inquiets en histoire et 48,25% en étude du milieu. De même, si une grande majorité des professeurs, toutes disciplines confondues, se dit **confirmée dans ses conceptions pédagogiques** (59,47 %) et **peu ou pas du tout insécurisés** (69,9 %) par les nouvelles orientations, les professeurs d'histoire semblent plus nombreux à se dire heurtés dans leurs conceptions (12,99%) et insécurisés (38,47 %). Les enseignants d'étude du milieu apparaissent les plus insécurisés (41,34 %).

Il convient néanmoins de remarquer que la position des enseignants d'histoire est totalement inverse quand on leur demande de se situer par rapport à l'affirmation : « par rapport à ma manière de concevoir l'enseignement et le métier d'enseignant, le nouveau programme suscite des remises en questions que je considère d'une manière globalement positive ». La proportion de professeurs considérant comme positives ces remises en question est d'ailleurs très importante en histoire : ils sont 66,1%. De même, en français, ils sont assez nombreux à le penser (69,7 %). Mais ils sont moins nombreux en sciences <sup>5</sup> (58 %), en mathématiques (56,1 %) et en étude du milieu (46,6 %).

Ces résultats invitent à approfondir l'analyse. Comment expliquer cette différence de perception sensible parmi les enseignants d'histoire et d'étude du milieu ? Pour l'heure, l'inquiétude et les remises en questions suscitées par la lecture des nouveaux programmes, dans ces deux disciplines, paraissent surtout liées à l'impression de nouveauté qu'ils laissent et aux difficultés que les enseignants perçoivent quand il s'agira de les mettre en application.

### **Perception du changement et perception de la difficulté**

<sup>3</sup> Catégories « plutôt d'accord » et « tout à fait d'accord » = satisfait; catégories « Plutôt pas d'accord », « pas du tout d'accord » = non satisfait.

<sup>4</sup> La non disponibilité des programmes aux deuxième et troisième degrés hypothéquant la fiabilité des données relatives à la position des enseignants de sciences aux deuxième et troisième degrés, seules les données relatives aux professeurs de sciences du premier degré sont prises en compte.

<sup>5</sup> Premier degré.

La **nouveauté des programmes** est perçue différemment d'une discipline à l'autre. C'est en histoire et en étude du milieu que cette perception est la plus marquée : près d'un professeur sur deux en histoire (43,6 %), un peu plus d'un professeur sur trois en étude du milieu (37,14 %) considèrent le programme comme neuf, contre 25,22 % en français et 24,27 % en sciences<sup>6</sup>. Par contre, les professeurs de mathématiques ne perçoivent pas de nouveauté notable dans les programmes qui les concernent : ceux-ci ne semblent neufs qu'à 10,4% d'entre eux. Cette perception plus marquée de la nouveauté dans les deux premières disciplines paraît confirmée par le fait que les enseignants d'histoire (46,22%) et d'étude du milieu (49,17%) sont moins nombreux que leurs collègues (74,62% en français, 70,24% mathématique et 63,62% en sciences<sup>6</sup>) à estimer qu'ils pourront **se baser sur des séquences de cours déjà conçues** pour mettre en œuvre les nouveaux programmes.

Globalement, la mise au point de séquences de cours dans l'esprit du nouveau programme est considérée comme **peu aisée** dans toutes les disciplines. La difficulté est perçue plus fortement en histoire, mais aussi en étude du milieu et en sciences<sup>6</sup>.

	Non aisée <sup>7</sup>	Aisée <sup>4</sup>
Français	56,02%	43,98%
Mathématique	68,76%	31,24%
Sciences*	75,15%	24,85%
Histoire	78,90%	21,10%
Etude du milieu	74,04%	25,96%

Si la mise en place des nouveaux programmes paraît donc peu aisée pour l'ensemble des professeurs, on peut se poser la question des **ressources** dont disposent les enseignants. La plupart d'entre eux sont assez réservés : 45,46% des enseignants se disent plutôt démunis. Dans certaines disciplines, cette proportion est sensiblement supérieure : 56,21% des professeurs d'histoire, 59,54 % des professeurs d'étude du milieu mais aussi 51,59% des professeurs de sciences du premier degré se sentent démunis sur le plan des ressources personnelles, contre 36,4 % en français et 39,5 % en mathématiques. Par contre, les professeurs d'histoire sont les plus nombreux à avoir participé à une **formation utile** (70%) ou à disposer d'outils pédagogiques utiles (74%) pour mettre en œuvre du nouveau programme. Ils sont 46,79 % (formation utile) et 62,84 % (outils pédagogiques utiles) à partager cette opinion en étude du milieu. Les moyennes pour ces deux dernières affirmations sont respectivement de 58% et 66%, toutes disciplines confondues.

Les résultats tendent donc à montrer que le sentiment de nouveauté, à la lecture des programmes, est plus marqué en histoire et en étude du milieu, puis, de manière décroissante, en sciences (premier degré), français et mathématique. Il semble également que la difficulté à les mettre en œuvre est ressentie plus fortement dans les deux premières disciplines. L'impression de pouvoir s'appuyer sur des séquences antérieures y est moins marquée. Par contre, bon nombre d'enseignants d'histoire manifestent l'impression d'avoir reçu une formation ou d'avoir à leur disposition des outils pédagogiques adéquats pour mettre en œuvre le nouveau programme.

Le niveau de satisfaction semble donc, en partie au moins, lié à la perception du changement introduit par les nouveaux programmes et paraît inversement proportionnel à la difficulté de la tâche ou à l'ampleur de l'investissement nécessaire. Bien que 45,46 % des enseignants qui ont répondu au sondage se disent plutôt démunis, le sentiment qui semble prévaloir parmi les professeurs est celui de disposer de ressources suffisantes, en tout cas si l'on prend en compte l'ensemble des ressources potentielles dont peut disposer l'enseignant (ressources personnelles, formations, utiles, outils pédagogiques). La difficulté ressentie ne semble donc pas liée aux ressources personnelles que chaque enseignant estime siennes mais paraît davantage liée à l'impression que laisse la lecture du texte du programme.

### *Du premier au troisième degrés : des réactions différentes ?*

<sup>6</sup> Premier degré.

<sup>7</sup> Catégorie « Non aisée » : « quelques réserves » et « pas du tout d'accord ». Catégorie « Aisée » : « plutôt d'accord » et « tout à fait d'accord ».

D'un degré à l'autre, le niveau de **satisfaction** se ventile différemment. D'une manière générale, les professeurs " satisfaits " semblent plus nombreux au premier degré (65,78 %) qu'au deuxième (57,30 %) ou au troisième (46,68 %). Les enseignants des premier et deuxième degrés sont moins inquiets (29,4% et 27,79 %) ou moins heurtés (5,3% et 6,9% que les enseignants de 5<sup>ème</sup> et 6<sup>ème</sup> années (32,8 % inquiets et 11,9 % heurtés). Ces différences d'appréciation expliquent peut-être, en partie, le taux de participation au sondage plus important parmi les professeurs du troisième degré. Cette différence d'appréciation des professeurs de 5<sup>ème</sup> et 6<sup>ème</sup> années ne se marque pas dans toutes les disciplines. Très sensible en français et en mathématiques, elle n'est pas perceptible en histoire.

	Français	Mathématique	Sciences	Histoire/EDM	Toutes disciplines
Proportion d'enseignants " satisfaits ", tous degrés confondus	64,45 %	58,88 %		48,31%	57,06%
Proportion d'enseignants " satisfaits " au D1	75 , 60%	75 , 27%	63 , 67%	45,99%	65,78%
Proportion d'enseignants " satisfaits " au D2	72 , 53%	55 , 61%		52 , 84%	57,30%
Proportion d'enseignants " satisfaits " au D3	47 , 50%	48 , 17%		46 , 10%	46 , 68%

Cet état de fait doit sans doute être rapproché de l'évolution des programmes. En français, au premier degré, le programme a été très légèrement modifié. Sa nouveauté, par rapport au programme de 1994<sup>8</sup> qui en constitue l'ossature essentielle, est donc très faible; ce qui explique sans doute en partie le degré de satisfaction des enseignants. Au deuxième degré, le programme a été réécrit durant l'année 2001-2002. Le programme soumis à l'appréciation des enseignants par le biais du sondage d'avril dernier, était donc le programme de 1996. Seul le programme du troisième degré était donc réellement " nouveau " pour les professeurs de français : il recueille 46,1 % d'avis favorables ou plutôt favorables. En mathématiques par contre, l'ensemble des programmes a fait l'objet d'une réécriture en bonne et due forme. L'écart entre le degré de satisfaction des enseignants du premier et des deuxième - troisième degrés est manifeste. Le degré de satisfaction est plus faible au troisième degré qu'au deuxième degré. Enfin, en histoire, le texte du programme est le même pour les deuxième et troisième degrés : le sentiment de satisfaction est assez proche parmi les professeurs des quatre dernières années de l'enseignement de transition.

### *Quelles qualités reconnaître aux programmes ?*

Si les professeurs divergent, d'une discipline à l'autre, dans la perception de la nouveauté des programmes, leurs avis sont plus convergents concernant les qualités reconnues aux textes présentant ces nouveaux *curricula* de formation.

La question de la liberté pédagogique et de l'autonomie pédagogique de l'enseignant est souvent posée à la lecture des nouveaux programmes. La plupart des enseignants sont d'avis que les nouveaux *curricula* de formation préservent suffisamment leur **créativité et leur liberté**. Ils sont 75,59 % et 63,30 % à penser que leur liberté pédagogique est sauve en français et mathématiques. Ils sont respectivement 58,15% en étude du milieu, 53 % en histoire et en sciences<sup>9</sup>.

Les principales qualités qui sont reconnues à ces programmes concernent la **clarification des objectifs** d'apprentissage (62% d'avis positifs, toutes disciplines confondues) **mais pas des contenus à enseigner** (seulement 44, % d'avis positifs, toutes disciplines confondues). Il importe de souligner que la clarification des objectifs rejoint un des axes fondamentaux de la réforme des programmes. Elle semble perçue de manière plus manifeste en histoire (76,7%) et en français (66,37%). La ventilation des appréciations par discipline et par degré indique que les professeurs de français du troisième degré sont les plus nombreux à relever cet effort d'explicitation des objectifs : ils sont 72,6% contre et 55,9% aux deuxième degré et 60,1% au premier degré. Cette ventilation est sans doute à rapprocher des remarques ci-dessus relatives à la " génération " propre à chaque programme de français.

<sup>8</sup> Lequel peut sans doute être qualifié de " pionnier " dans la mesure où il annonçait déjà l'approche par les compétences.

<sup>9</sup> Premier degré.

Par contre, sur le plan de leur **lisibilité**, cette nouvelle génération de programmes n'est guère perçue plus favorablement que la précédente. La proportion de professeurs estimant que les programmes sont plus lisibles que les précédents oscille entre 30,67% en sciences<sup>9</sup> et 49,62 % en français (48,33% en histoire, 44,94% en mathématiques et 45,45 % en étude du milieu) : soit largement moins d'un enseignant sur deux. L'adéquation avec les **réalités de terrain** ou la possibilité que les programmes offrirait de mieux rencontrer les **centres d'intérêt des élèves** sont également jugées peu satisfaisantes (respectivement 26,98% et 37,33%, toutes disciplines confondues).

### *Quels bénéfices attendre ?*

Les enseignants sont assez sceptiques quant à la probabilité que les nouveaux programme améliorent l'**appropriation des savoirs** appris par les élèves. C'est en histoire et en français (51,1 et 50%) que les professeurs semblent les plus nombreux à l'escompter. Les professeurs de ces disciplines sont également un peu plus nombreux que dans les autres branches à considérer que les chances de **réussite des élèves dans l'enseignement supérieur** devraient être augmentées : mais ils ne sont que 32,22 % en histoire et 29 % en français, dont seulement 6,4 et 4,7 % de " tout à fait convaincus ".

D'une discipline à l'autre, les avis sont contrastés à propos des **connaissances que les élèves devraient acquérir**. En histoire, ils sont 60,2% à penser que les nouveaux *curricula* devraient " réduire les connaissances des élèves ". Mais ils sont respectivement 58% sciences<sup>9</sup>, 68% en français, 64% en mathématique et 59% en étude du milieu à ne pas être d'accord avec cette proposition et à estimer, en conséquence, que le *corpus* de connaissances des élèves ne devrait pas être affecté.

Sur le plan de la **motivation des élèves**, le scepticisme prévaut : 63,7 % des professeurs ne voient pas du tout en quoi l'approche prônée dans les programmes augmenterait la motivation des élèves. Plus d'un enseignant sur deux le pensent aussi en français (55%) et en sciences<sup>9</sup> (57,6%).

L'affirmation selon laquelle les nouveaux *curricula* de formation devraient aider les élèves à mieux **situer leurs acquis et leurs difficultés** laissent aussi les enseignants très prudents (61,2%, toutes disciplines confondues). Les professeurs de français (53%) et d'histoire (54,8 %) sont les plus nombreux à le croire. Par contre, en mathématique ils sont près de trois quarts à penser le contraire (72,5%), suivis de près par les professeurs de sciences du premier degré (67,8%) et d'étude du milieu (61,6%). Quant à **la qualité de leur évaluation**, ils sont seulement 33% à penser que les nouveaux programmes pourraient l'améliorer. Les plus optimistes se recrutent parmi les professeurs de français (44%); les plus sceptiques parmi les professeurs de mathématiques (26,56%).

## Que faire l'an prochain ?

Une majorité d'enseignants (59,13%) estime que, " malgré l'importance de l'investissement personnel ", la mise en œuvre des nouveaux programmes **vaut la peine d'être tentée**. Les enseignants qui, en avril dernier, comptaient ne rien modifier, ou à peu près, à leurs cours sont une petite minorité (12,78%).

De plus, 54,26 % des professeurs ayant répondu précisent qu'ils comptent repenser d'une manière " assez fondamentale " leurs cours ; 70,49 % comptent " **greffer dans leurs cours actuels** quelques séquences inspirées du nouveau programme ". La proportion d'indécis ou d'"attentistes " est très faible : en avril 2001, seul 9,8 % des professeurs disaient ne pas savoir ce qu'ils allaient faire l'année prochaine<sup>10</sup>. Enfin, à la question – " Imaginez que l'on décide de reporter dans trois ans l'entrée en vigueur du nouveau programme et que l'on sollicite un certain nombre d'enseignants pour leur demander de l'expérimenter dans leur classe, seriez-vous **volontaire** pour participer ? –, 41 % des professeurs ayant participé à l'enquête se déclarent " tout à fait d'accord " ou " plutôt d'accord " <sup>11</sup>. C'est en français, histoire et étude du milieu que la proportion des enseignants " tout à fait d'accord " est la plus forte (respectivement 25,78 %, 25,67 % et 25,14 %). C'est aussi en étude du milieu (34,2 %) et en histoire (30,75 %) que la proportion de professeurs " pas du tout d'accord " avec cette proposition est la plus importante, après les enseignants de mathématiques toutefois (39,14 %).

Cette inclinaison d'une majorité d'enseignants à réformer leurs pratiques dès la mise en application des nouveaux programmes, voire, pour 41 % d'entre eux, la propension à se porter volontaire pour les expérimenter sont à mettre en relation avec les taux de satisfaction. Si la satisfaction des enseignants nous paraît globalement *mitigée* (56,9%), la proportion d'enseignant prêt à se porter volontaire (41 %) et à modifier leur enseignement l'année prochaine (90,6 %) est, par contre, élevée. Ces résultats confirment l'impression que le sentiment de satisfaction *vs* insatisfaction mesuré par ce sondage porte davantage **sur la perception de la nouveauté et de la difficulté** à mettre en œuvre les nouveaux *curricula*. Elle ne semble pas porter – ou dans une moindre mesure – sur la volonté ou la motivation à appliquer effectivement le programme.

## Pour conclure

Cinq mois avant l'entrée en vigueur de la réforme des programmes dans l'enseignement de transition, **les enseignants ne manifestaient donc pas une grande insatisfaction** ou un rejet marqué vis à vis des nouveaux programmes. Ils apparaissent peu ou pas « heurtés dans leurs conceptions », peu inquiets et peu insécurisés. Toutefois, **la mise en application des programmes est d'emblée ressentie comme difficile, lourde et complexe**. Cette impression n'empêche pas la plupart des professeurs qui ont participé au sondage (58,3 % des répondants) de considérer que l'entreprise « en vaut la peine ». Ils sont de plus nombreux à se dire prêts à mettre en application les nouveaux programmes, fût-ce en introduisant, dans un premier temps, quelques séquences de cours conçues dans le nouvel esprit des compétences.

**La nouveauté et la difficulté** à mettre en œuvre les nouveaux *curricula* de formation **est perçue de façon différente d'une discipline à l'autre et d'un degré à l'autre**. Les professeurs d'histoire et d'étude du milieu paraissent les plus sensibles à nouveauté et cette difficulté. Les programmes de sciences des deuxième et troisième degrés n'étant pas disponibles en avril dernier, le sondage ne permet pas de rendre compte du sentiment de nouveauté ou de difficulté qui prévaut parmi les professeurs de sciences. Les programmes de français et de mathématique sont perçus comme moins neufs.

Si les enseignants sont diversement sensibles à la nouveauté des programmes, ils semblent en général **plutôt confiants dans les ressources dont ils disposent**. Le type de ressources sur lesquelles ils comptent s'appuyer varie néanmoins d'une discipline à l'autre : ressources personnelles, formations et/ou outils pédagogiques.

Une des questions les plus couramment posées à ces nouveaux programmes concerne les restrictions qu'ils imposeraient à la créativité de l'enseignant et à sa liberté pédagogique. La grande majorité des professeurs ne manifeste pas cette crainte. Ils apprécient l'effort de clarification des objectifs qui les accompagnent mais regrettent qu'il n'en soit pas de même sur le plan des contenus à enseigner. Ils regrettent également leur

<sup>10</sup> Enseignants de sciences exceptés.

<sup>11</sup> Enseignants de sciences D2 D3 exceptés.

faible lisibilité et ne voient pas en quoi la qualité de leur évaluation ni la perception par les élèves de leurs acquis et de leurs difficultés en seraient améliorées.

S'agissant des bénéfices attendus de cette vaste réforme, la plupart sont sceptiques quant à la possibilité d'une meilleure appropriation des savoirs par les élèves. La crainte d'un appauvrissement des connaissances des élèves est beaucoup moins marquée. La majorité des répondants ne voit guère en quoi la réforme des programmes améliorerait les chances de réussite des élèves dans l'enseignement supérieur. Le même scepticisme prévaut à propos de la motivation des élèves et du sens qu'ils devraient trouver aux disciplines enseignées. Cette dernière question devrait particulièrement interpeller observateurs et décideurs puisqu'elle renvoie à un des effets attendus de la réforme. Il en va de même du problème de l'adéquation des programmes aux réalités du terrain : peu d'enseignants sont convaincus que, sur le plan, cette génération de programmes est meilleure que la précédente.

Cette enquête permet donc d'attirer l'attention des décideurs et des responsables des programmes, mais aussi des formateurs et de l'ensemble des acteurs du système éducatif sur quelques points cruciaux.

La situation particulière des professeurs d'histoire et d'étude du milieu mérite sans doute une certaine attention. La nouveauté perçue par les enseignants à la lecture du programme semble susciter un sentiment de plus grande difficulté. Dans ces deux disciplines, les nouveaux *curricula* paraissent exiger davantage d'investissement personnel et susciter plus de remises en question, même si celles-ci sont assez souvent perçues comme positives. En sciences, le faible taux de réponse pourrait inviter les responsables du système à réinterroger les professeurs de sciences. De même, il pourrait être intéressant de sonder de nouveau les enseignants de français une fois que l'ensemble des programmes aura été réécrit.

Par ailleurs, si cette enquête a bien mis en évidence l'influence de la discipline et du degré sur le degré de satisfaction des enseignants, il serait intéressant de croiser ces deux données. Semblable étude permettrait aux responsables de la réforme d'approcher les perceptions de façon différenciée, par discipline et par degré. Elle pourrait, en conséquence, permettre d'orienter les efforts importants d'accompagnement et de formation que le réseau consent au bénéfice des professeurs.

*Last but not least*, cette recherche montre, de manière assez suggestive, que les orientations fondamentales des nouveaux programmes – qui ne heurtent pas les enseignants – sont largement médiatisées par les documents qui les présentent, des documents jugés globalement peu lisibles et peu compréhensibles. D'une manière plus générale, l'ensemble des perceptions que ce sondage a permis de mettre au jour est, pour une large part, le fruit de la lecture et de la consultation des textes des programmes. Ces documents ont une réelle influence dans la perception de la nouveauté et de la difficulté de la réforme.

### ***Et maintenant ?***

A la fin de l'année scolaire 2001-2002, les 384 enseignants qui ont été sollicités et qui ont accepté pour faire partie de l'échantillon, dans le cadre de la recherche qui nous a été confiée, seront ré-interrogés. Dans quelle mesure la mise en application des nouveaux programmes a-t-elle influé sur le degré de satisfaction moyen des enseignants ? Les enthousiasmes ou du moins la volonté d'une large frange des professeurs de s'engager dans la réforme se sont-ils émoussés ? Le scepticisme à propos des bénéfices qu'enseignants et élèves peuvent espérer des nouvelles approches règnent-ils toujours dans les salles des professeurs ? La perception de la nouveauté des approches recommandées dans les *curricula* de formation a-t-elle évolué ? Comment les professeurs éprouvent-ils, maintenant qu'ils sont " au pied du mur ", la difficulté de ce qui leur est désormais demandé ? Comment apprécient-ils leurs ressources personnelles et celles qui leur sont offertes par le biais des formations continuées ? Les différences d'appréciation, d'une discipline et d'un degré à l'autre, se confirment-elles ?

Au-delà de l'instantané qu'offre cette enquête, c'est en effet, dans la durée que devrait s'éprouver finalement le degré de satisfaction et d'engagement des enseignants dans cette réforme.